

Entretien

## **« Pour de nombreuses personnes, 5 euros, c'est déjà trop » : A Athènes, Médecins du monde ne réserve plus son aide aux migrants**

lundi 7 novembre 2011, par [FOUTEAU Carine](#), [SAMARTZI Christina](#) (Date de rédaction antérieure : 5 novembre 2011).

**A Athènes, la polyclinique de Médecins du monde ne reçoit plus seulement des migrants et des demandeurs d'asile comme le prévoyait sa mission d'origine. La cinquantaine de médecins et infirmières qui y travaillent, pour la plupart bénévolement, voient affluer un nouveau public de Grecs, appauvris par la crise au point qu'ils ne peuvent plus se soigner et se nourrir à leur faim. Ce centre de soins est situé dans le centre, à Koumoundourou Square. Un autre a ouvert à Perama, ville portuaire à une demi-heure de route de la capitale, et une unité médicale mobile circule dans les îles et les régions plus reculées. Entretien conduit par Carine Fouteau avec Christina Samartzi, responsable des programmes nationaux en Grèce pour l'ONG.**

---

### **Carine Fouteau - Les traces de la crise et des plans d'austérité sont-elles perceptibles dans le profil des personnes qui frappent à votre porte ?**

Christina Samartzi - La grande nouveauté, c'est que nous voyons de plus en plus de Grecs venir demander de l'aide et se faire soigner ici, où ils savent qu'ils peuvent trouver gratuitement des généralistes, des dermatologues, des psychologues et des pédiatres. Ce n'était pas le cas auparavant, ou à la marge. Médecins du monde s'est installé à Athènes pour porter secours aux migrants, aux demandeurs d'asile et aux réfugiés, principalement originaires d'Afrique subsaharienne et d'Asie centrale. Arrivent désormais des chômeurs, des travailleurs précaires avec de faibles revenus et des sans-abri qui n'ont plus les moyens de se soigner. Ils ne peuvent plus payer les consultations dans le secteur privé. Ils n'ont plus, non plus, accès à l'hôpital public où il existe un droit d'entrée de 5 euros. Pour de nombreuses personnes, 5 euros, c'est déjà trop. Ils ne peuvent plus, non plus, acheter les médicaments. Ils viennent ici pour en obtenir gratuitement. En 2011, les Grecs ont représenté 30% du public reçu. Ils étaient moitié moins l'année précédente. Dans notre centre de Perama, situé dans une région très pauvre, ne viennent que des Grecs.

### **Quand avez-vous commencé à constater cette évolution ?**

Cela a débuté à la fin de l'année 2010 et ça s'est amplifié début 2011, pour atteindre des sommets. Au total, environ 30'000 personnes sont passées chez nous cette année, contre 20'000 un an auparavant.

## **Qui sont ces Grecs qui ont recours à vos services ?**

Les profils sont variés, mais on observe la présence de beaucoup de femmes seules avec leurs bébés. Ces femmes n'ont plus accès aux services sociaux habituels car l'Etat n'a plus les moyens de les prendre en charge. Elles viennent pour faire vacciner leurs enfants. Elles ont besoin de médicaments et d'exams médicaux de base. Il y a aussi de plus en plus de personnes âgées, des retraités qui n'ont plus de revenus. On reçoit également des fonctionnaires qui ont vu fondre leurs salaires, ainsi que de nombreux anciens entrepreneurs. Dans le passé, ils pouvaient être riches, ils étaient à la tête de PME florissantes qui ont fait faillite du jour au lendemain et ils se retrouvent sans rien. Ils ont honte de venir à la polyclinique. Certains ont tellement honte qu'ils nous parlent en anglais pour passer pour des migrants. Ils ne veulent pas qu'on pense qu'ils sont grecs.

## **A qui en veulent-ils ?**

Ils sont désespérés, sans espoir. Ils pensent que les choses ne vont qu'empirer. Ils sont en colère car ils se sentent impuissants. Ils en veulent en priorité au gouvernement grec et aux hommes politiques grecs en général, qu'ils considèrent comme responsables de leur situation, mais aussi aux gros pays de l'Union européenne, au premier rang desquels l'Allemagne et la France.

## **Ont-ils des pathologies spécifiques ?**

Beaucoup de ces personnes sont sous-alimentées. On s'en rend compte quand on leur prescrit des médicaments qui doivent être avalés après un repas. Ils nous disent qu'ils n'ont pas de quoi se nourrir. C'est pour cela que nous avons lancé une campagne dans les supermarchés pour obtenir des produits alimentaires de première nécessité, comme du lait, du riz, des pâtes ou de l'huile. C'est la première fois que nous devons recourir à ce type de campagne. On se croirait en Afrique. A part cela, on retrouve les maladies habituelles des gens qui vivent dans la rue, comme les infections dermatologiques.

## **Quelles sont les solutions en termes de logement et de vêtements ?**

Il y a d'autres associations, d'autres ONG sur place, mais les financements sont insuffisants. Nous-mêmes, nous avons un foyer d'hébergement, mais il est réservé aux migrants. Nous avons un service psycho-social, avec des psychologues et des travailleurs sociaux qui informent les personnes sur leurs droits et les orientent vers d'autres structures, mais la plupart d'entre elles sont saturées. Pour les vêtements, nous demandons à ceux qui le peuvent d'en apporter et nous les redistribuons. Au moment où nous en aurions le plus besoin, au moment où l'Etat est défaillant et qu'il n'y a plus que nous, les associations, pour prendre le relais, les subventions publiques sont en baisse, ainsi que les aides venues de donateurs privés.

---

## **P.-S.**

\* Reportage effectué et publié par Mediapart, <http://www.mediapart.fr/>. Reproduit par A l'encontre.